Les organisations soussignées sont extrêmement préoccupées par la situation actuelle à Timor-Est en ce qui concerne les droits de l'homme, et de la possibilité que ces droits soient violés avant, pendant et après la visite prochaine du territoire par une Délégation Parlementaire portugaise. [Des négociations sur cette visite sont en cours depuis 3 ans entre l'Indonésie et le Portugal.]

Pendant une semaine, début octobre, une mission exploratoire appointée par l'ONU s'est rendue dans le territoire pour préparer la visite. La date prévue pour le début de celle-ci est le 4 novembre ; elle durera 11 jours.

Les rapports qui nous sont parvenus de Timor-Est courant août et septembre font état d'une situation caractérisée par :

- l'arrivée de contingents additionnels de troupes indonésiennes, souvent en civil, qui sont disposés dans tout le territoire ;

- l'organisation par les militaires de réunions dans tout le territoire, pour menacer et intimider la population et la forcer pendant la visite à manifester en faveur de l'intégration avec l'Indonésie et à déployer des drapeaux indonésiens ;

- la formation de groupes paramilitaires timorais dont les fonctions principales sont intimidatrices ou punitives, pour répandre un climat de peur dans la population ;

- la formation d'autres groupes dans le but de provoquer confrontation et confusion pendant la visite ;

- une augmentation du nombre de détentions et de "disparitions" ;

- le déplacement temporaire vers l'Indonésie de certains secteurs de la communauté, principalement des étudiants et des fonctionnaires du gouvernement local, sous le prétexte de stages de formation [obligatoires] ou au moyen d'offres d'emploi financièrement alléchantes (ces dernières se sont révélées fausses, conduisant un groupe de jeunes ouvriers timorais à protester publiquement au Parlement à Jakarta en août).

De plus, plusieurs visiteurs du territoire en août et septembre ont attesté que les gens, tout en espérant intensément que la visite se réalise, craignent qu'une vague de répression ne la suive.

Il est important que vous sachiez que, pendant les pourparlers précédant la visite de la Délégation, qui ont eu lieu aux Nations Unies à New York, sous les auspices du Secrétaire Général, le Portugal a vainement tenté d'obtenir [de la part de l'Indonésie] comme condition pour la réalisation de la visite un accord de cessez-le-feu pendant et après celle-ci.

Dans une lettre du 18 août 1991 adressée à Vítor Crespo, président du Parlement portugais, Xanana Gusmão [chef de la résistance timoraise] a demandé au Portugal d'[intervenir pour faire] stationner un

TL 221

AGIR POUR TIMOR
Association régie par la loi de 1901

COMMUNIQUÉ

Paris, le 15 octobre 1991.

10 organisations de solidarité françaises, portugaises, hollandaises, anglaises, canadiennes, australiennes, japonaises et internationales ont adressé le 14 octobre un appel commun à des organisations non gouvernementales concernées par les droits de l'homme au sujet de la situation prévalant à l'heure actuelle à Timor-Est, à la veille de la visite d'une Délégation Parlementaire portugaise.

Agir pour Timor, cosignataire de cet appel, l'adresse également à un certain nombre d'ONG françaises.

Le texte qui suit est la traduction de l'original anglais, auquel nous avons ajouté quelques précisions entre crochets.

3 pages suivent :

- texte de la lettre (2p);
- liste des destinataires (1p).

22 bis, rue Jouvenet — 75 016 Paris